

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courriel électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 5 de l'ordre du jour

CX/FICS 24/27/5
Août 2024

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES

Vingt-septième session

Cairns (Australie)

16 – 20 septembre 2024

PROJET DE D'ORIENTATIONS RELATIVES À LA PRÉVENTION ET AU CONTRÔLE DE LA FRAUDE ALIMENTAIRE

(Étape 3/4)

(Rapport préparé par le groupe de travail électronique¹ présidé par les États-Unis d'Amérique et coprésidé par la Chine, la République islamique d'Iran, le Royaume-Uni et l'Union européenne)

Les membres et observateurs du Codex qui souhaitent formuler des observations aux étapes 3/4 sur le présent avant-projet (annexe I) sont invités à suivre les instructions figurant dans la lettre circulaire CL 2024/71-FICS disponible sur la page Lettres circulaires 2024 du site du Codex : <http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/circular-letters/fr/>

INTRODUCTION ET CONTEXTE

1. À la 24^e session (octobre 2018) du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires, l'Union européenne, en tant que coprésidente du GTE sur l'intégrité et l'authenticité des aliments, a présenté un document de travail contenant des définitions de l'intégrité des aliments, de l'authenticité des aliments, de la fraude alimentaire et de l'adulteration pour des raisons économiques ; a présenté une analyse de la façon dont différents textes du CCFICS abordent les questions relatives à l'intégrité et à l'authenticité des aliments ; a attiré l'attention sur les aspects qui méritent d'être examinés plus avant ; et a présenté, aux fins d'examen par le Comité, des recommandations fondées sur les résultats des travaux du GTE.
2. Lors de cette session, le CCFICS est convenu de l'important caractère intersectoriel des questions relatives à l'intégrité et à l'authenticité des aliments et a mené un vaste débat auquel ont participé de nombreuses délégations. Il a été reconnu que le CCFICS pourrait avoir un rôle à jouer dans ce domaine.
3. Un GTE a été mis en place pour réaliser une analyse approfondie des textes existants du Codex, élaborés par le CCFICS ou un autre comité, et de proposer de nouveaux travaux relevant du mandat du CCFICS, pour examen lors de sa 25^e session. Le GTE a utilisé un questionnaire pour recueillir les informations qui lui ont servi à élaborer le document de travail et à définir le champ d'action des nouveaux travaux. Par ailleurs, un examen approfondi des textes du Codex relatifs à la fraude alimentaire a révélé que cette question était déjà traitée dans un certain nombre de ces textes. Le GTE a procédé à la mise à jour du document de travail et affiné le champ d'application des nouveaux travaux envisagés.
4. À sa 25^e session (mai-juin 2021), le CCFICS a examiné le document de travail (CX/FICS 21/25/8) ainsi qu'un document de projet. La présidente du CCFICS a noté que la question de la fraude alimentaire suscitait

¹ Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Bhoutan, Brésil, Canada, Chili, Chine, Costa Rica, El Salvador, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, France, Ghana, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Kenya, Libéria, Malaisie, Maroc, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Panama, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni, Sénégal, Singapour, Suède, Thaïlande, Togo, Türkiye, Union européenne, Uruguay, Fédération internationale des vins et spiritueux (FIVS), FoodDrinkEurope, Food Industry Asia (FIA), International Chewing Gum Association (ICGA), International Council of Beverages Associations (ICBA), Fédération internationale de laiterie (FIL), International Feed Industry Federation (IFIF), Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), Tea & Herbal Infusions Europe (THIE) et United States Pharmacopeial Convention (USP)

beaucoup d'intérêt au sein du Codex et au-delà, et que le CCFICS devrait chercher à établir un consensus sur le document de projet avant d'entamer de nouveaux travaux sur cette importante question.

5. Lors de cette même session, le Comité a noté que le champ d'application des travaux devrait relever du mandat du CCFICS et répondre au double mandat du Codex, à savoir protéger la santé des consommateurs et assurer des pratiques loyales dans le commerce des produits alimentaires. En outre, le Comité a noté que les nouveaux travaux ne devraient pas faire double emploi avec les textes existants du Codex et que les orientations ne devraient pas créer d'obstacles au commerce.

6. À sa 44^e session (novembre-décembre 2021), la Commission du Codex Alimentarius (ci-après « la Commission ») a approuvé ces nouveaux travaux (REP21/CAC).

7. À sa 26^e session (mai 2023), le CCFICS a examiné le projet de document (CX/FICS 23/26/6) et ses discussions ont essentiellement porté sur plusieurs sections. Ces discussions ont donné lieu à des observations sur :

- les définitions utilisées dans le projet de document ;
- le besoin de veiller à ce que les recommandations formulées dans les directives soient adaptées au niveau de risque ;
- la question de savoir si les animaux entrant dans la chaîne alimentaire humaine devraient être inclus dans le champ d'application du projet de directives ;
- la question de savoir s'il convient d'inclure dans le projet de directives des dispositions relatives aux infractions pénales ; et
- la question de savoir si le champ d'application des directives devrait exclure explicitement les questions liées à la propriété intellectuelle, y compris les indications géographiques.

8. En ce qui concerne ce dernier point, différentes opinions ont été exprimées par les membres, notamment :

- Les indications géographiques ne relèvent pas du mandat du Codex ni du CCFICS, car elles sont liées à des questions de propriété intellectuelle et n'entrent pas dans le champ d'application de ces directives ; en outre, elles ne sont pas systématiquement reconnues à l'échelle mondiale. Dès lors, certains membres ont estimé que la note de bas de page devrait être incluse par souci de clarté, tandis que d'autres ont estimé qu'elle n'était pas nécessaire et devrait être supprimée.
- Les indications géographiques relèvent du mandat du Codex et du CCFICS puisqu'elles ont une incidence sur les aliments et les exigences relatives à la qualité des aliments. Elles relèvent donc des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires et la note de bas de page devrait donc être supprimée des directives.

9. À la 26^e session, la présidente du CCFICS a indiqué qu'elle écrirait au président de la Commission et du Comité exécutif pour solliciter son avis sur la question de savoir si les indications géographiques pourraient être considérées comme relevant du mandat du CCFICS, et qu'elle ferait part de ces échanges au Comité. Il a en outre été convenu que le GTE poursuivrait les discussions sur l'inclusion des indications géographiques dans les directives et que le texte actuellement entre crochets serait conservé pour examen par le GTE.

CHAMP D'APPLICATION

10. À sa 26^e session (REP23/FICS), le Comité est convenu de :

- renvoyer l'avant-projet de directives relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire à l'étape 2 pour refonte, en utilisant la version révisée en plénière.
- mettre en place un GTE ouvert à tous les membres et observateurs, présidé par les États-Unis d'Amérique et coprésidé par le Royaume-Uni, la République populaire de Chine, l'Union européenne et la République islamique d'Iran, travaillant en anglais uniquement, dont le mandat sera de :
 - i. préparer un projet de directives relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire qui tiendra compte de l'ensemble des débats intervenus et des observations formulées (y compris les portions de texte placées entre crochets) lors de la 26^e session pour examen à la 27^e session ;
 - ii. soumettre le rapport du GTE au moins trois mois avant la tenue de la prochaine session.
- laisser ouverte la possibilité d'organiser une session présentielle du groupe de travail immédiatement avant la prochaine session du CCFICS et/ou une réunion intersession virtuelle, afin d'aborder les questions en suspens.

PARTICIPATION ET MÉTHODOLOGIE DEPUIS LA 26^E SESSION

11. Les membres et observateurs du Codex ont été invités à s'inscrire (avant le 1^{er} septembre 2023) pour participer au GTE. Quarante-sept (47) membres et dix (10) observateurs se sont inscrits.
12. Le projet de directives révisées a été distribué au GTE, en anglais, par le président et les coprésidents le 14 décembre 2023, en précisant que quelques points nécessitant un examen plus approfondi ont été inclus entre crochets. Les réponses et observations ont été demandées pour le 2 février 2024.
13. Dix-sept (17) membres et observateurs du Codex ont soumis des observations sur le projet de texte.
14. Les observations du GTE ont permis d'améliorer le libellé du texte et ont indiqué un consensus sur certaines parties du projet de directives. D'autres parties du projet de texte n'ont toutefois pas fait consensus. En réponse aux observations du GTE, le président et les coprésidents ont préparé un projet de document révisé indiquant les sept domaines ne faisant actuellement pas consensus. L'**appendice 1** du présent document comprend le projet de directives et les sept questions susmentionnées (par exemple, le libellé relatif aux indications géographiques, la limitation de l'inclusion de références aux aliments pour animaux aux situations où ils ont un impact potentiel sur la sécurité sanitaire des aliments destinés à la consommation humaine, les enquêtes et les poursuites en cas de fraude alimentaire et l'utilisation de technologies neutres pour lutter contre la fraude alimentaire).
15. En outre, en juin 2024, la présidente du CCFICS a écrit au président de la Commission du Codex Alimentarius pour lui demander son avis concernant la pertinence des indications géographiques dans le cadre du mandat du CCFICS. Au 5 août 2024, aucune réponse à cette lettre n'avait été reçue.

CONCLUSIONS DU GTE

16. Le président et les coprésidents du GTE remercient les membres et les observateurs du Codex pour leur participation continue au processus intersessions du GTE.
17. Les réponses du GTE n'ont pas permis de dégager un consensus sur certaines questions.
18. Le Comité doit poursuivre les discussions sur les directives, en particulier sur les points suivants :
 - la question de savoir si le champ d'application des directives devrait explicitement exclure les questions liées à la propriété intellectuelle, telles que les indications géographiques ;
 - les définitions utilisées dans le projet de document ;
 - le besoin de veiller à ce que les recommandations formulées dans les directives soient adaptées au niveau de risque ;
 - la question de savoir si les animaux entrant dans la chaîne alimentaire humaine devraient être inclus dans le champ d'application du projet de directives ; et
 - la question de savoir s'il convient d'inclure dans le projet de directives des dispositions relatives aux infractions pénales.

RECOMMANDATIONS DU GTE AU COMITÉ

19. Le Comité est invité à :
 - prendre note de l'important travail entrepris par le GTE et du soutien reçu pour progresser dans l'élaboration de ces directives ;
 - examiner le texte des directives et, en particulier, les questions spécifiques mises en évidence à l'**appendice 1** ; et
 - en cas d'accord, envisager de recommander l'avancement du projet de directives relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire, présenté à l'**appendice 1** et révisé lors de la 27^e session.

APPENDICE I**PROJET DE D'ORIENTATIONS RELATIVES À LA PRÉVENTION ET AU CONTRÔLE
DE LA FRAUDE ALIMENTAIRE****(à l'étape 3)****Section 1 : Préambule/Introduction**

1. La complexité croissante des systèmes alimentaires et du commerce mondial des denrées alimentaires rendent les chaînes alimentaires plus vulnérables à la fraude alimentaire. La protection de l'approvisionnement mondial en denrées alimentaires contre les actes intentionnels qui portent atteinte à la protection de la santé publique et au maintien des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires sont des objectifs que partagent toutes les parties prenantes.
2. Les cas de fraude alimentaire peuvent présenter un risque pour la santé publique et entraîner des pertes économiques pour les consommateurs et d'autres parties prenantes, des perturbations commerciales, des atteintes à la réputation et des avantages économiques déloyaux.
3. La surveillance des pouvoirs publics et les bonnes pratiques de fabrication des exploitants du secteur alimentaire (ESA) sont importantes pour protéger la santé publique, limiter les possibilités de fraude alimentaire et maintenir la confiance des consommateurs dans la sécurité, l'authenticité, l'intégrité, la salubrité² et la qualité des denrées alimentaires.
4. Les pays peuvent prévenir ou restreindre la fraude alimentaire en ayant recours à des mesures de contrôle et d'atténuation prévues dans les systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA) ou le cas échéant en adoptant de nouvelles mesures.
5. La prévention et le contrôle de la fraude alimentaire sont une responsabilité partagée. Les ESA assument la responsabilité de produire des aliments sûrs et salubres et de les présenter d'une manière qui ne trompe pas les consommateurs. Les autorités compétentes assurent la surveillance réglementaire et jouent un rôle important dans la sensibilisation à la fraude alimentaire en établissant des partenariats et en collaborant avec les parties prenantes concernées pour prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire.
6. Les travaux dans le domaine de la fraude alimentaire sont très répandus dans bon nombre d'organisations internationales. Les pays peuvent envisager de tenir compte des travaux de ces organisations et d'autres, selon le cas, au moment d'élaborer des outils et des stratégies destinés à prévenir, à détecter, à atténuer et à contrôler la fraude alimentaire.

Question 1 :**Faut-il conserver le sous-paragraphe « 6 bis » ?**

[6 bis. La mise en place et le maintien d'une culture de lutte contre la fraude alimentaire, reconnaissant l'importance des comportements humains dans la protection de l'intégrité de la chaîne alimentaire et la présentation des denrées alimentaires et des aliments pour animaux de manière à ne pas tromper les consommateurs, sont essentiels au bon fonctionnement de toute stratégie de lutte contre la fraude alimentaire].

Section 2 : Objet/Champ d'application**Question 2 :****Au paragraphe 7, faut-il conserver l'ajout de « susceptibles de compromettre la sécurité sanitaire des aliments destinés à la consommation humaine » ?**

7. L'objet est d'offrir des orientations en matière de prévention, de détection, d'atténuation et de contrôle de la fraude alimentaire aux autorités compétentes et aux ESA, afin de contribuer à la protection de la santé des consommateurs et d'assurer les pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires, y compris les aliments pour animaux destinés à l'alimentation [susceptibles de compromettre la sécurité sanitaire des aliments destinés à la consommation humaine]. De nombreux textes du Codex abordent déjà des aspects de la fraude alimentaire ; les présentes orientations sont

² La salubrité des aliments est définie dans les Principes généraux d'hygiène alimentaire (CXC 1-1969) comme l'« assurance que les aliments sont acceptables pour la consommation humaine conformément à l'usage auquel ils sont destinés ».

destinées à renforcer ou à compléter les textes existants du Codex en offrant des orientations supplémentaires spécifiques à la fraude alimentaire qui peuvent être prises en compte dans le cadre du SNCA³.

Question 3 :

Le cas échéant, que devrait-on explicitement mentionner en ce qui concerne les indications géographiques ? Cette question est actuellement abordée dans la note de bas de page n° 3 sous forme de texte entre crochets.

Les échanges sur cette question devraient être étayés par des informations émanant du président de la Commission et du secrétariat du Codex.

Question 4 :

Faut-il conserver le 7 bis ?

7 bis. [L'instruction et la poursuite des délits de fraude alimentaire ne relèvent pas du champ d'application des présentes directives et doivent être gérées par les pays dans le cadre de leurs législations respectives.]

Section 3 : Définitions

Aux fins du présent document, on entend par :

Fraude alimentaire : Toute pratique délibérée destinée à tromper autrui quant aux spécifications prescrites ou aux caractéristiques attendues des denrées alimentaires afin d'obtenir un avantage économique déloyal.

Intégrité des aliments : État d'un produit alimentaire qui n'est pas altéré ou modifié par rapport à ses caractéristiques attendues, notamment la sécurité sanitaire, la qualité, la composition et les propriétés nutritionnelles.

Authenticité des aliments : Conformité des caractéristiques du produit alimentaire aux informations correspondantes fournies par l'étiquetage du produit alimentaire ou d'autres informations relatives au commerce des denrées alimentaires.

Section 4 : Types de fraude alimentaire :

La section suivante donne des exemples de types de fraude alimentaire, dans la mesure où ils sont commis intentionnellement pour en tirer un avantage économique :

Ajout : Ajout à un produit alimentaire d'une substance non déclarée qui ne serait normalement pas présente dans les aliments, ou pas en cette quantité.

Substitution : Remplacement non déclaré d'un ingrédient, d'un produit alimentaire ou d'une partie d'un produit alimentaire, par un autre ingrédient, d'un produit alimentaire ou d'une partie d'un produit alimentaire, de moindre valeur.

Dilution : Ajout d'une matière afin de réduire la concentration d'un autre ingrédient par rapport à la concentration indiquée.

Contrefaçon : Imitation d'un produit alimentaire dans l'intention de tromper ou de frauder.

Allégation mensongère : Étiquetage ou commercialisation d'un produit alimentaire d'une manière fausse, trompeuse ou mensongère.

Dissimulation : Fait de cacher ou de ne pas divulguer des informations sur la sécurité sanitaire, la salubrité ou la qualité d'ingrédients alimentaires ou de produits alimentaires.

Question 5 :

- a. **Le texte de la section 5 « Principes » peut-il être révisé pour améliorer la fluidité et l'alignement du texte ? Au cours du travail du GTE, un membre s'est interrogé sur le libellé des principes depuis la dernière révision. Le Comité est-il d'accord avec les deux principes actuellement énoncés à la section 5 ?**
- b. **Concernant le principe 1, en particulier, quelle phrase entre crochets doit être conservée ?**

³ [Les questions de propriété intellectuelle (par exemple, les indicateurs géographiques et les restrictions d'étiquetage correspondantes) qui ne présentent pas de risque pour la santé publique et qui ne relèvent pas de la compétence du Codex ne sont pas abordées dans les présentes directives.]

Ou doit-on conserver les deux ?
Section 5 : Principes

8. La prévention, la détection, l'atténuation et le contrôle de la fraude alimentaire devraient reposer sur les principes suivants :

Principe 1 : Contrôle et prévention de la fraude alimentaire

Les SNCA peuvent réduire le risque de fraude alimentaire en mettant en place des mesures proportionnelles au niveau de risque pour prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire, y compris des activités de surveillance et de contrôle afin de protéger les consommateurs et [l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement alimentaire] [les pratiques commerciales loyales].

Principe 2 : Coordination, coopération et collaboration entre autorités compétentes

La coopération et la collaboration coordonnées entre autorités compétentes d'un ou de plusieurs pays peuvent contribuer à prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire.

Section 6 : Rôles et responsabilités

9. Les autorités compétentes pertinentes ont pour rôle et responsabilité, selon le risque et les circonstances de leur pays ou des importations associées :
- a. d'assurer la mise en place ou le maintien de contrôles dans les structures et les exigences juridiques d'un SNCA pour prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire ;
 - b. d'assurer la mise en place et le maintien de programmes de supervision destinés à prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire ;
 - c. de nouer des partenariats et favoriser la collaboration avec d'autres autorités compétentes, le secteur privé, le monde universitaire et d'autres parties prenantes afin de prévenir et contrôler la fraude alimentaire ;
 - d. de communiquer, se coordonner et collaborer au besoin avec les parties prenantes et les autres autorités gouvernementales ;
 - e. de notifier tout pays susceptible d'être concerné lorsque des cas de fraude alimentaire sont identifiés ou soupçonnés.
10. Les ESA ont pour rôle et responsabilité, selon qu'il convient :
- a. de respecter toutes les réglementations pertinentes pour prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire ;
 - b. d'analyser et de comprendre les vulnérabilités de leur chaîne d'approvisionnement et les produits/ingrédients/emballages susceptibles de faire l'objet de fraude alimentaire.

Question 6 :

Des observations ont relevé des redondances entre les sous-paragraphes « b. bis » et « e ». L'un d'entre eux devrait-il être supprimé ?

- b. bis** [d'avoir mis en place des mesures pour atténuer le risque que les produits et ingrédients alimentaires ne soient pas authentiques et garantir que la nature, la sécurité sanitaire, la qualité et la substance sont fidèlement représentées.]
- c. de décrire les denrées alimentaires mises en vente de manière à ne pas tromper ou induire en erreur les consommateurs ;
 - d. d'informer l'autorité compétente lorsqu'ils détectent ou soupçonnent un cas de fraude alimentaire ;
 - e. de prendre les précautions raisonnables pour prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire, notamment en ayant en place des processus pour retirer rapidement du marché les produits concernés ;
 - f. d'assurer la sensibilisation et la compréhension des ESA à l'égard de la fraude alimentaire et instaurer une culture de lutte contre la fraude alimentaire dans tous les éléments de l'organisation.

Section 7 : Activités pertinentes des autorités compétentes

11. Les mesures visant à prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire intègrent des aspects

de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments, de la protection des consommateurs et de la garantie de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires, et peuvent donc être abordées dans le cadre de la structure d'un SNCA. Les autorités compétentes devraient envisager de mener un éventail d'activités pour atténuer les risques de fraude alimentaire, en fonction du niveau de risque, y compris, par exemple :

- a. Examiner leur SNCA et déterminer si leur système est doté d'un cadre réglementaire et législatif adéquat (lois, réglementations, orientations) et de politiques et procédures appropriées pour surveiller, prévenir, détecter, contrôler et répondre aux cas de fraude alimentaire et renforcer la loyauté des pratiques commerciales. Ces politiques pourraient comprendre les exigences légales, et notamment les sanctions, ainsi que les responsabilités des ESA en matière d'intégrité et d'authenticité des denrées alimentaires.
 - b. Mettre en place des procédures pour recevoir et évaluer les rapports de fraude alimentaire et déterminer les suites à donner, selon le risque de sécurité sanitaire des aliments identifié et les priorités nationales.
 - c. Créer des outils pour protéger les personnes agissant en tant que « lanceurs d'alerte » et signalant de tels incidents.
 - d. Mettre en place des activités de surveillance pour détecter la fraude alimentaire. Ces activités pourraient être menées de façon routinière ou en riposte à un risque spécifique identifié.
 - e. Fournir des orientations pratiques aux ESA et aux autres parties prenantes quant à la manière de lutter contre la fraude alimentaire. Ces orientations pourraient comprendre des ressources et l'accès à des outils sur la façon d'élaborer des procédures pour prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire.
 - f. Mettre en place des modes de communication sécurisés avec d'autres gouvernements, des ESA, des universités et d'autres parties prenantes afin de pouvoir obtenir des informations sur les situations de fraude alimentaire et partager les connaissances, l'expérience et les outils nécessaires à la lutte contre la fraude alimentaire, tels que les normes alimentaires et les méthodes d'analyse.
 - g. Mettre en place des mécanismes de communication pour informer en temps utile les parties prenantes des cas de fraude alimentaire, selon qu'il convient.
12. Les politiques, procédures et exigences réglementaires relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire devraient être transparentes et reposer sur l'analyse des risques.
 13. Si un cas de fraude alimentaire est susceptible d'avoir un impact sur la sécurité sanitaire des aliments et de menacer la santé publique, l'autorité compétente devrait immédiatement alerter toutes les autres autorités compétentes.

Section 8 : Coopération, collaboration et échange d'informations entre les autorités compétentes

14. Les autorités compétentes devraient coopérer, collaborer et échanger des informations avec les autorités compétentes pertinentes en cas de soupçon ou d'identification de fraude alimentaire, selon les besoins et conformément à la loi nationale et aux accords de partage d'informations. Cet échange d'informations pourrait être élargi lorsqu'il est établi qu'un produit frauduleux présente un risque pour la sécurité sanitaire des aliments et qu'il a été distribué dans d'autres pays.
15. Cet échange d'informations devrait avoir lieu le plus tôt et le plus rapidement possible, sachant que les informations initiales peuvent souvent être incomplètes et que des informations plus détaillées sont communiquées au fur et à mesure de leur disponibilité. Il est essentiel d'identifier les éléments clés, y compris les informations pertinentes prévues dans l'annexe du document CXG 19-1995, qui contribue à l'harmonisation et à la collaboration internationales en matière de prévention et de maîtrise de la fraude alimentaire.

15 bis. Les informations échangées devraient suffire pour permettre aux autorités compétentes d'évaluer le cas de fraude alimentaire et d'en atténuer l'impact, notamment en ce qui concerne le risque pour les consommateurs, sans compromettre les instructions en cours.

Question 7 :

Un membre du GTE a proposé l'inclusion d'un paragraphe 15 ter. Ce nouveau paragraphe devrait-il être ajouté ?

- 15 ter.** Renforcer la collaboration pour mieux intégrer les technologies neutres et l'utilisation des technologies d'exploration de données et d'apprentissage automatique dans la chaîne alimentaire, ce qui peut contribuer à prévenir plus efficacement la fraude alimentaire.
16. Les autorités compétentes peuvent avoir intérêt à établir des circuits d'échange d'informations appropriés avec les organismes et agences compétents en matière d'application de la loi, y compris ceux chargés de la lutte contre la criminalité. En établissant de tels circuits, les autorités compétentes devraient accorder toute l'attention nécessaire à la sécurité des données à caractère personnel et du matériel sensible d'un point de vue opérationnel. Elles devraient également mettre en place des systèmes garantissant l'intégrité de tout élément de preuve recueilli et/ou partagé.